



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Unité Départementale Rouen-Dieppe

Arrêté du 15 JUIN 2026 mettant en demeure la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 à GRAND-COURONNE de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 16 septembre 2009 autorisant la société SAS AMB PORT OF ROUEN à exploiter diverses installations sur le territoire de la commune de GRAND-COURONNE, et les changements d'exploitants successifs jusqu'à la prise de responsabilité par SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 ;
- Vu l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 7 mars 2023 imposant à la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 des prescriptions dans le cadre de la gestion et du traitement in situ des eaux pluviales de ruissellement sur le site sinistré à la suite de l'incendie survenu sur son site le 16 janvier 2023 ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 modifié relatif aux prescriptions applicables à la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 dans le cadre de la gestion et du traitement de la pollution des eaux souterraines à la suite de l'incendie survenu sur son site le 16 janvier 2023 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2025-049 du 25 septembre 2025 portant délégation de signature à M. Zoheir BOUAOUICHE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, sous-préfet de ROUEN ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 9 mars 2026 portant modification de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 modifié dans le cadre de la gestion et du suivi de la pollution des eaux souterraines pour la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 à GRAND-COURONNE ;
- Vu l'avis de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique pour le département de la Seine-Maritime en date du 15 janvier 2024 ;

- Vu les rapports de l'inspection des installations classées afférents aux visites d'inspection du 14 janvier 2026 et du 4 mars 2026 ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées afférent à la visite d'inspection du 22 avril 2026, transmis à l'exploitant par courrier électronique en date du 21 mai 2026 ;
- Vu la réponse formulée par l'exploitant par courrier électronique en date du 4 juin 2026.

CONSIDÉRANT :

que la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 a exploité un entrepôt ayant fait l'objet d'un incendie en janvier 2023, site en cours de remédiation suite à cet incendie ;

que dans un avis du 15 janvier 2024 sur l'efficacité du dispositif de dépollution des eaux souterraines appelé « barrière hydraulique », un hydrogéologue agréé établit que *"cette barrière assure pleinement sa fonction hydraulique avec un débit d'exploitation compris entre 3,7 et 7m³/h"* ;

que l'article 2.2 annexé à l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 modifié susvisé précise concernant les rejets en lithium « *qu'en cas de non atteinte de la concentration de 25µg/L, le rejet en Seine est autorisé sous réserve de justifier d'un abattement supérieur à 80 % [...]* » ;

qu'à l'occasion de la visite du site le 22 avril 2026 précité, l'inspection des installations classées a constaté les faits suivants constituant des manquements aux dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 modifié susvisé :

- non atteinte des performances minimales de débits de la barrière hydraulique (débit variant autour de 2,5m³/h alors que le débit validé par l'hydrogéologue pour confirmer l'efficacité de la barrière est de 3,7m³/h minimum), ne permettant plus d'assurer un confinement hydraulique suffisant de la pollution générée par l'incendie du 16 janvier 2023 sur site. (non-conformité à l'article 2.1 des prescriptions annexées à l'arrêté)
- non atteinte des valeurs limites en concentration du lithium par l'unité de traitement avant rejet en Seine pour 6 des 8 dernières semaines (abattement pour ces six semaines compris entre -100 % et 22%). (non-conformité à l'article 2.2 des prescriptions annexées à l'arrêté, tel que modifié le 9 mars 2026)

que certaines de ces anomalies ont déjà été relevées par l'inspection des installations classées dans les rapports des visites du 14 janvier 2026 et du 4 mars 2026 ;

que la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 a rappelé au prestataire opérant la barrière hydraulique par courrier du 9 février 2026 ses obligations contractuelles de résultat, sans résultat satisfaisant au jour de la visite ;

que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 de respecter les dispositions et prescriptions réglementaires applicables pour son établissement situé sur la commune de GRAND-COURONNE.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 (n° SIRET : 904 768 801 00022), dont le siège social est situé 46, rue de Lagny – 93100 MONTREUIL est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes pour son établissement situé sur la commune de GRAND-COURONNE :

- l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 modifié susvisé en rehaussant les débits de la barrière hydraulique afin d'atteindre le seuil plancher de 3,7 m³/h cumulé sur l'ensemble des 18 puits qui la composent avant le 30 juin 2026. Cette prescription est réputée satisfaite si les débits de la barrière sont supérieurs à ce seuil pendant cinq semaines d'affilée avant le 31 août 2026 ;
- l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 modifié susvisé en atteignant en sortie de l'unité de traitement des valeurs limites de concentration en lithium de 25µg/L, ou en justifiant d'un abattement supérieur à 80 % de ce paramètre comparativement à la teneur en entrée de traitement. Cette prescription est réputée satisfaite si l'analyse hebdomadaire de ce paramètre est conforme aux valeurs décrites supra sur cinq semaines d'affilée avant le 31 août 2026.

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans les délais prévus au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

Article 3

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R. 421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 4

Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

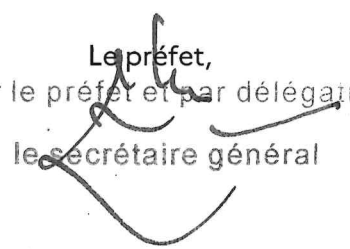
Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de GRAND-COURONNE pendant une durée minimum d'un mois.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, la maire de la commune de GRAND-COURONNE, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté est notifié à la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8.

Fait à ROUEN, le **15 JUIN 2026**

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

Zohair BOUAOUICHE